



Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, les organisations syndicales appellent à une journée de grève et de manifestations, jeudi 19 mars. Au cœur de cette action, elles ont placé les salaires, l'emploi, la défense des services publics... Cette plateforme ne peut que recueillir mon soutien et celui des élus de la majorité au sein de la Communauté d'agglomération les Lacs de l'Essonne. En souhaitant la réussite de cette mobilisation, nous serons, à notre place, des acteurs de cette journée.

Alors que les plans de relance du Gouvernement privilégient une fois encore les entreprises au détriment des salariés, la riposte doit être à la hauteur. L'unité syndicale est le garant de l'ampleur de la réplique du monde du travail. Pourtant, le pouvoir en place n'a pas lésiné pour tenter de diviser les organisations syndicales. Nous pouvons être fiers de leur réaction malgré leurs différences compréhensibles.

En tant qu'élu, je partage les revendications des salariés. Pas simplement parce que, politiquement, je me sens en phase avec ce qu'elles portent comme exigence de changement de société. En tant que président de la Communauté d'agglomération, je participe à la mise en œuvre d'un service public territorial. Je mesure l'importance de cette mission alors que la crise fragilise nos concitoyens, rendant le service public, instrument de la solidarité républicaine, plus essentiel encore. Pour pouvoir le mener à bien, nous avons besoin de plus d'agents, formés et motivés. Or, la faiblesse des rémunérations dans la fonction publique territoriale, dont le barème est fixé par l'État rend peu attractif ce secteur d'activité. C'est une des raisons pour lesquelles je partage les revendications des agents des services publics qui rejoindront les salariés du privé dans la rue.

Cette note constitue l'éditorial de la lettre électronique des Lacs de l'Essonne publiée vendredi 13 mars :

[voir la lettre électronique](#)